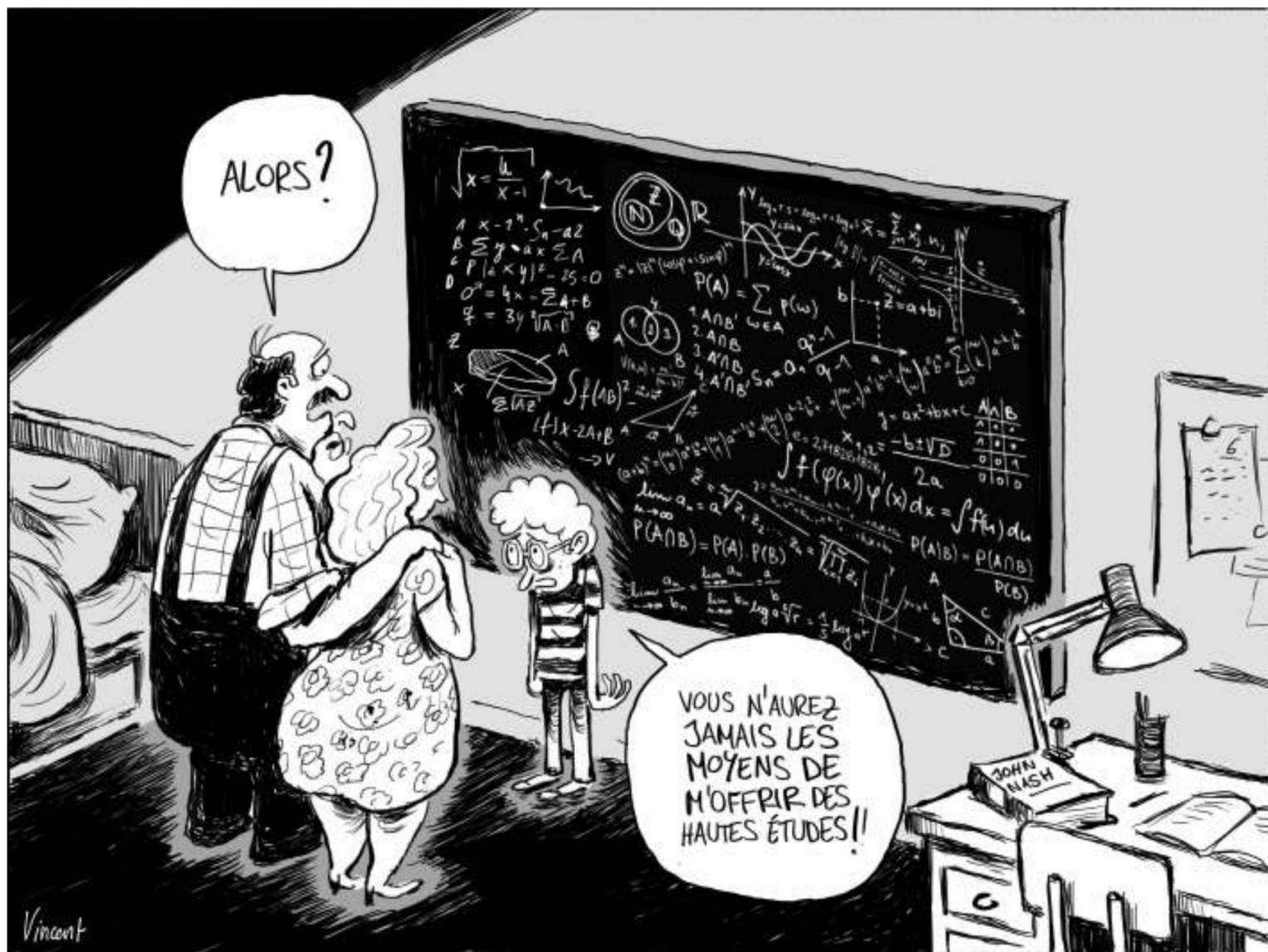


VERS UNE  
HAUSSE  
DES TAXES  
D'ÉCOLAGE  
À L'EPFL

AGORA

«Ne tombons pas dans le  
panneau des généralisations»

VOTATIONS • Revenant sur les événements de Cologne, Florio Togni met en garde contre les amalgames et appelle à refuser, le 28 février, l'initiative UDC de «mise en œuvre du renvoi des criminels étrangers».

FLORIO TOGNI\*

Il faut le dire clairement d'entrée, les agressions envers les femmes lors de la nuit du 31 décembre à Cologne et autres villes d'Allemagne sont à condamner avec la plus grande fermeté. Rien, aucune culture ni religion, d'ici comme d'ailleurs, ne peuvent justifier de tels comportements qui baffouent la dignité humaine.

Ceci dit, il faut tout aussi clairement dire que ces actes sont à condamner en tant que tels et non pas en fonction de la nationalité, culture, religion ou autre de ceux qui les commettent. Surtout, ne collons pas d'étiquettes définitives et stéréotypées à des cultures et/ou religions. Partout dans le monde, pas plus ni moins ici qu'ailleurs, les discriminations envers les femmes (et envers des minorités) ont encore la vie dure. Chez nous aussi, ne l'oublions pas, le chemin de l'égalité est encore long, donc évitons de donner des leçons.

Si la condamnation est légitime et indispensable, essayons de ne pas juger et surtout de ne pas généraliser ces comportements en les faisant peser sur toute une communauté et sur les migrants dans leur ensemble.

Oui, parce qu'il s'agit d'un résultat sur lequel les agressions de Cologne ont déjà malheureusement débouché: stigmatisation, suspicion, condamnation, jugement de toute une communauté d'immigrés, surtout si celle-ci est nord-africaine et de confession musulmane.

Cela fait évidemment le beurre des droites xénophobes et populistes de toute l'Europe, qui n'ont pas tardé à s'approprier le sujet, trouvant dans ces actes odieux une confirmation de leur

idéologie, de leur haine de l'autre et de l'incompatibilité entre «eux» et «nous».

Je le redis: condamner oui, punir les acteurs oui – quelles que soient leurs nationalités ou religions – mais refusons d'entrée tout amalgame entre culture, religion et actes criminels, refusons tout amalgame entre quelques centaines de personnes et des communautés entières de migrants fuyant les guerres et la misère, venus ici récemment chercher une protection, ou y vivant depuis des décennies avec leurs familles et leurs enfants.

Pour en revenir à la Suisse, un autre amalgame nous saute aux yeux. L'Union démocratique du centre (UDC) nous fait croire que son initiative pour le renvoi effectif des criminels étrangers, en votation le 28 février prochain, tombe juste, en permettant d'expulser les auteurs d'actes comme ceux de Cologne.

Ne nous laissons pas tromper: de tels renvois sont déjà possibles aujourd'hui, et si cette initiative est acceptée, ce ne sont pas que quelques centaines de migrants ayant commis des actes graves qui seront touchés, mais l'ensemble des migrants, potentiellement tous sur un siège éjectable, et surtout pour des délits mineurs (une bagarre par exemple, en cas de récidive).

Sans angélisme aucun, le moment est à la responsabilité et au refus de tout amalgame.

L'état de droit, la démocratie, le respect des institutions ainsi que l'intégration et le vivre-ensemble, voilà les valeurs sur lesquelles nous fonder pour combattre les actes odieux, ici comme ailleurs.

Commençons par voter non à l'initiative de l'UDC.

\* Meiner.

(RE)PENSER L'ÉCONOMIE

## A quand la prochaine?

Le décrochage des bourses chinoises, tout juste ralenti par l'arrêt automatique des cotations, constitue sans doute un des signes avant-coureurs d'une nouvelle crise financière internationale. Pour mémoire, avec la dérégulation des marchés financiers intervenue à partir du dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle, les crises financières n'ont cessé de se succéder: crise de la dette des pays du Sud dans les années quatre-vingt, krach boursier de 1987 aux Etats-Unis, crise mexicaine de 1994, crises asiatique et russe de 1998, bulle de la nouvelle économie de 2001 et, pour la dernière en date, crise des *subprimes* de 2008. Lorsque des débâcles de cette ampleur et à un rythme aussi rapproché surviennent, on ne peut plus parler d'accidents «normaux» de la vie économique. Incontestablement, le néolibéralisme a fait entrer l'économie mondialisée dans une période de crise permanente entrecoupée de moments de répit.

Deux phénomènes se conjuguent pour favoriser l'émergence de ces désordres économiques de grande ampleur. Le premier a trait au ralentissement de la croissance dans la grande majorité des pays du monde. Pour les pays à hauts revenus, Cédric Durand<sup>1</sup> a calculé que la croissance en moyenne décennale du PIB est passée d'un peu plus de 5% à un peu moins de 2% entre 1961 et 2011. Par ailleurs, les pays de l'OCDE à revenus élevés produisaient 80% de la

PAR  
BERNARD  
CLERC\*

richesse mondiale (PIB) en 1990 contre 61% en 2012. Pendant cette période, ce ralentissement de la croissance a été compensé en quelque sorte par celle des pays émergents: Chine, Inde, Brésil, Russie et Afrique du Sud principalement, mais ceux-ci, à l'exception

de l'Inde pour le moment, connaissent à leur tour une baisse significative de la croissance. Cette baisse a de multiples causes: absence d'investissements dans certains secteurs productifs considérés comme risqués ou insuffisamment rentables, politiques d'austérité réduisant les dépenses des Etats et des ménages, tendance à la baisse des salaires – ce qui limite la consommation... Cette crise de l'économie réelle ne peut pas rester sans conséquence sur le système bancaire et financier. En effet l'endettement des ménages, des entreprises et des Etats s'est fortement aggravé pendant cette même période. Pour les ménages, les crédits sont venus compenser la baisse ou la stagnation des revenus salariaux. En ce qui concerne les dettes étatiques, en pourcentage du PIB et en moyenne des pays de l'OCDE, elles sont passées d'un peu plus de 40% en 1970 à plus de 90% en 2010<sup>2</sup>. Ce renforcement de l'endettement des Etats étant pour partie lié au sauvetage de certains établissements bancaires lors de la crise de 2008. Par ailleurs, le système financier mondial est contaminé par des produits dérivés qui

n'ont plus qu'un lointain rapport avec les actifs sur lesquels ils ont été construits. Alors qu'en 1972 ce type de produits financiers était quasi inexistant, en 2013, le total des dérivés s'élevait à 710000 milliards de dollars. Pour comprendre l'importance de ce montant, il faut le comparer au total de la richesse produite la même année au niveau mondial, à savoir 73000 milliards de dollars. Ainsi la sphère financière qui s'autonomise au regard de l'économie productive devient un lieu d'investissement plus profitable à court terme avec une aggravation du caractère spéculatif de la finance.

Dès lors, la baisse de la création de richesse conjuguée à une montée de l'endettement ne peut manquer d'avoir des conséquences sur le système bancaire. La fragilisation de certains établissements risque de conduire au même effondrement qu'en 2008, lorsque les relations interbancaires étaient bloquées car les banques ne se faisaient plus confiance. Seuls le sauvetage des établissements les plus faibles par les collectivités publiques et l'injonction massive de liquidités par les banques centrales ont permis de relancer le crédit interbancaire. Aujourd'hui, les Etats seraient-ils en mesure de prendre de nouvelles mesures de sauvetage si cela s'avérait nécessaire? Au vu du niveau d'endettement de certains d'entre eux, on peut en douter.

\* Membre de Solidarités, ancien député.

<sup>1</sup> Cédric Durand, 2014, *Le Capital fictif*, Les Prairies ordinaires, p. 8 et 9.<sup>2</sup> Wolfgang Streeck, 2014, *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Gallimard, p. 32.